



A1702432

13/09/2017

Madame Cécile Dubarry
Directrice Générale
ARCEP
7 Square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

	DEST	COPIE
FR		
COLL		
DC	X	
DGA		
URD		
SG		
DAS		
DEI		
DMI		
DIU		
DEN		
DCP		
DTT		
DCB		

La Plaine Saint-Denis, le 7 septembre 2017

SG/MGB/TW D17070

Objet : réponse SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur l'attribution de fréquences de la bande 3 410 – 3 460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine.

Madame la Directrice générale,

SFR remercie l'ARCEP de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer sa position sur le processus d'attribution des fréquences dans la bande 3 400 – 3 800 MHz, et en particulier les fréquences dans la partie basse de la bande 3 410 – 3 460 MHz, que l'ARCEP a identifiée pour l'accès au très haut débit fixe dans les zones rurales.

Comme vous le savez, l'accélération de la couverture numérique du territoire est une priorité du groupe Altice-SFR ainsi qu'il l'a clairement exprimé dans ses propositions au Gouvernement fin juillet dernier. C'est dans ce contexte d'objectifs politiques ambitieux de déploiement de réseaux très haut débit sur tout le territoire que SFR souhaite apporter sa contribution en réponse à la consultation publique en objet.

SFR a déjà eu l'occasion d'exposer son point de vue sur la réservation de ces fréquences pour un service et usage particulier dans le cadre de sa réponse à la consultation publique de l'ARCEP du 6 janvier dernier. SFR regrette aujourd'hui le calendrier choisi. L'attribution de fréquences pour le très haut débit fixe dans la bande 3410 – 3460 MHz entre septembre 2017 et le 31 décembre 2019 nous semble effectivement précipitée, et ce, d'autant plus que l'Autorité ne donne pas de précisions sur le calendrier d'attribution des fréquences dans cette même bande pour la 5G.

www.sfr.fr

L'équilibre du marché exige que le régulateur concilie, d'une part une concurrence efficace et loyale entre les opérateurs de réseaux de communications électroniques et, d'autre part, l'utilisation et la gestion efficace des fréquences radioélectriques.

Or, au regard des règles rappelées ci-dessus, l'attribution des fréquences en deux phases, telle que prévue par l'ARCEP (la première réservée aux projets d'accès fixe sur une partie du spectre dans des zones géographiquement limitées, suivie d'une seconde pour l'attribution des fréquences restantes à la 5G) **va inéluctablement conduire à une fragmentation du spectre et une utilisation sous-optimale de la ressource hertzienne.**

Ces circonstances de fait ne nous semblent donc pas compatibles avec les objectifs de régulation qui incombent à l'ARCEP tels que prévus au II de l'article L. 32-1 du CPCE.

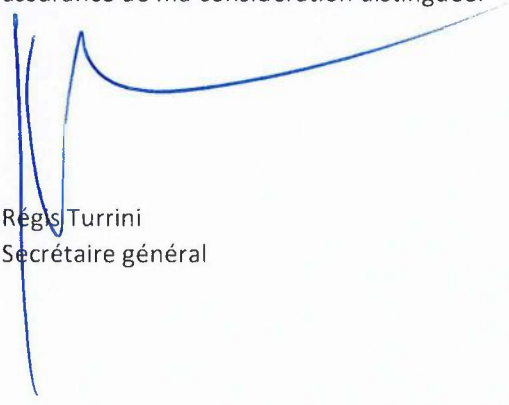
En effet, les candidats aux attributions de fréquences 5G, dont Altice-SFR fera certainement partie, ne pourront disposer de blocs de fréquences larges et contigus uniquement dans la partie 3 460 – 3 800 MHz. Ces opérateurs pourront postuler pour des fréquences complémentaires dans la bande 3 410 – 3 460 MHz, mais il sera impossible pour l'ARCEP de garantir une contiguïté du spectre pour l'ensemble des opérateurs 5G candidats à cette ressource. Il s'agit pourtant d'une condition essentielle à l'optimisation des fréquences, si rares.

Afin d'assurer une gestion et une utilisation efficace des fréquences radioélectriques, SFR Group considère qu'il eut été préférable de procéder selon un calendrier différent et, précisément, avec l'attribution des fréquences 5G dans un premier temps. Ce schéma reflèterait, en tout état de cause, l'importance de telles fréquences mobiles pour l'économie française et européenne, mais également permettrait d'optimiser cette ressource hertzienne.

L'objectif cible d'attribuer l'ensemble des 400 MHz disponibles au très haut débit mobile (de l'ordre de 100 MHz par opérateur), et de garantir la contiguïté des fréquences attribuées aux opérateurs, à l'exception de quelques poches utilisées par les titulaires actuels, nous semble compatible avec d'éventuels projets de très haut débit dans les zones rurales, par exemple en intégrant aux futures attributions des obligations de servir des demandes de couverture spécifique.

Je reste, ainsi que mes services, à la disposition des vôtres pour toute analyse complémentaire que vous pourriez souhaiter.

Je vous prie d'accepter, Madame la Directrice générale, l'assurance de ma considération distinguée.



Régis Turrini
Secrétaire général